

VENTE SUR LIQUIDATION JUDICIAIRE

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal Judiciaire de LYON, Département du Rhône.

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

Le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de LYON, Département du Rhône, a tranché en l'audience publique du

La sentence d'adjudication suivante :

CAHIER DES CONDITIONS DE LA VENTE Clauses et Conditions

Auxquelles seront adjugés, à l'audience de vente du Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de LYON, au plus offrant des enchérisseurs, les biens et droits immobiliers suivants :

- Sur la commune de **DAMMARTIN EN GOËLE (77230) 7 rue Saint Jean :**

Cadastré :

	Section	N°	Lieudit	surface
P	AB	283	7 RUE ST JEAN	00ha 06a 45ca

pièce n°2 : acte de vente du 31 mai 2010

La propriété se compose de deux bâtiments à usage d'habitation, un bâtiment à usage de stationnement en sous-sol et des emplacements de stationnement non couverts.

L'ensemble de la propriété est divisé en lots privatifs et en parties communes.

Ledit ensemble immobilier est divisé en 57 lots.

Les lots constituant la Bâtiment A sont numérotés de 1 à 17,

Les lots constituant le Bâtiment B sont numérotés 18 à 31 et 57

Les lots constituant le Bâtiment P sont numérotés 32 à 48

Les lots constituant les emplacements de stationnement non couverts sont numérotés 49 à 56.

Et plus précisément :

- Lot numéro vingt-huit (28) : un emplacement de stationnement couvert n°79 situé au rez de chaussée du bâtiment B.
L'accès de ce lot s'effectue par la propriété voisine cadastrée section AB n° 21 par l'aire de manœuvre et de stationnement extérieur et par le lot 53.
Avec les deux millièmes (2/1000èmes) de la propriété du sol et des parties communes générales.
Et les deux /trois cent vingt quatrièmes (2/324èmes) des parties communes particulières.
- Lot numéro cinquante-trois (53) : un emplacement de stationnement non couvert n°78.
L'accès de ce lot s'effectue par la propriété voisine cadastrée section AB n° 21 par l'aire de manœuvre et de stationnement extérieur et par le lot 53.
Avec les deux millièmes (2/1000èmes) de la propriété du sol et des parties communes générales.

Etant précisé que les lots n° 28 et 53 sont indissociables et ne peuvent être vendus séparément.

- Lot numéro trente et un (31) : un emplacement de stationnement couvert n°85 situé au rez de chaussée du bâtiment B.
L'accès de ce lot s'effectue par la propriété voisine cadastrée section AB n° 21 par l'aire de manœuvre et de stationnement extérieur et par le lot 56.
Avec les trois millièmes (3/1000èmes) de la propriété du sol et des parties communes générales.
Et les trois /trois cent vingt quatrièmes (3/324èmes) des parties communes particulières.
- Lot numéro cinquante-six (56) : un emplacement de stationnement non couvert n°82.
L'accès de ce lot s'effectue par la propriété voisine cadastrée section AB n° 21 par l'aire de manœuvre et de stationnement extérieur et par le lot 53.
Avec les deux millièmes (2/1000èmes) de la propriété du sol et des parties communes générales.

Etant précisé que les lots n° 31 et 56 sont indissociables et ne peuvent être vendus séparément.

- Lot numéro trente-six (36) :
Dans le bâtiment P1 un emplacement de stationnement n°5 et 6 situé au sous-sol du bâtiment P.
L'accès de ce lot s'effectue par l'aire de manœuvre et de stationnement sous-sol du bâtiment P.
Avec les six millièmes (6/1000èmes) de la propriété du sol et des parties communes générales.
Et les six/soixante sixièmes (6/66èmes) des parties communes particulières.
- Lot numéro trente-sept (37) :
Dans le bâtiment P1 un emplacement de stationnement n°7 et 8 situé au sous-sol du bâtiment P.
L'accès de ce lot s'effectue par l'aire de manœuvre et de stationnement sous-sol du bâtiment P.
Avec les six millièmes (6/1000èmes) de la propriété du sol et des parties communes générales.
Et les six/soixante sixièmes (6/66èmes) des parties communes particulières.

Pièce n° 3 : état descriptif de division et règlement de copropriété du 29/10/2010
Pièce n°4 : Matrice cadastrale

Vendus à l'encontre de :

La SCI ; immatriculée au RCS de LYON sous
le n° dont le siège social est
prise en la personne de ses
représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège.

Aux requêtes, poursuites et diligences de :

La SELARLU MARTIN représentée par Maître Pierre MARTIN
es qualités de mandataire liquidateur de la liquidation judiciaire de
La SCI immatriculée au RCS de LYON sous
le n° dont le siège social est
suivant jugement du 10 août 2022.

Ayant pour Avocat, **Maître Florence CHARVOLIN**, Avocat
associé de la SELARLU ADK, du Barreau de LYON situé à LYON
69432 CEDEX 03 Immeuble le Britannia 20 Boulevard Eugène
Deruelle, Toque n°1086 lequel se constitue sur la présente
poursuite de vente.

**Suivant ordonnance rendue par Monsieur le Juge
Commissaire du TRIBUNAL DE COMMERCE de LYON du 23
mars 2023 publiée au Service de la Publicité Foncière de
MEAUX le 2 Mai 2023, volume 2023 S n°68.**

(Cf Ordonnance du Juge Commissaire - Annexes procédurales)
(Cf DRSU sur formalité- Annexes procédurales)

**DESIGNATION DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS A
VENDRE**

**Il sera procédé à la vente aux enchères publiques à
l'audience des ventes du Juge de l'Exécution près le
Tribunal Judiciaire de LYON en un seul lot, des biens et
droits immobiliers qui sont désignés comme suit dans
l'ordonnance :**

Il s'agit de :

Lots 28 et 53 : ces lots sont accessibles par le 5-7 rue Saint Jean à Dammartin en Goele (77230) par une porte à ouverture automatique en panne lors de mon intervention.

La place 78 correspond à une place non couverte avec numéro peint au sol.

La place 79 non matérialisée au sol est présumée être la place couverte sous l'immeuble située dans le prolongement de la place 78 avec véhicule stationné sur cette place 79.

Lots 31 et 56 : ces lots sont accessibles par le 5-7 rue Saint Jean à Dammartin en Goele (77230) par une porte à ouverture automatique en panne lors de mon intervention.

La place 82 correspond à une place non couverte avec numéro peint au sol.

La place 85 non matérialisée au sol est présumée être la place couverte sous l'immeuble située dans le prolongement de la place 84.

Lot 36 : ce lot situé au sous-sol est accessible par l'accès au sous-sol au numéro 21 de la rue du Jeu de l'Arc à Dammartin en Goele (77230).

Les places 5 et 6 sont situées au fond du sous-sol à gauche.

La place 5 est la première place en arrivant le long du mur et la place 6 se trouve dans la continuité de la place 5.

Lot 37 : ce lot situé au sous-sol est accessible par l'accès au sous-sol au numéro 21 de la rue du Jeu de l'Arc à Dammartin en Goele (77230).

Les places 7 et 8 sont situées au fond du sous-sol à gauche.

La place 7 est la première place en arrivant le long du mur et la place 8 se trouve dans la continuité de la place 7.

2°) Indication des conditions d'occupation :

Aucun véhicule n'était stationné sur la place 78, 82, présumé 85,5,6,7 et 8.

Un véhicule était stationné sur la place présumée 79.

3°) Le nom et l'adresse du syndic de copropriété les cas échéant :

Dans le hall d'entrée de l'immeuble permettant l'accès au parking en sous-sol, les coordonnées de la société JURIGEST 1 boulevard de la République à SAINT MARD (77230) était affiché sur un panneau d'information.

Il a été procédé à un procès-verbal descriptif des biens et droits immobiliers mis en vente par Maître Stéphane DONIOL Huissier de Justice SELARL DONIOL 8 rue de Souilly 77410 CLAYE SOUILLY en date du 29 juin 2023.

(PVD du 29 Juin 2023 dans annexes procédurales)

Et tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers qui précèdent, existent, s'étendent, poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, appartenances, dépendances, ensemble de tous immeubles par destination, et en particulier tout matériel pouvant avoir le caractère d'immeuble par destination, et tout droit et toute servitude pouvant y être attaché, et toute augmentation et amélioration à y survenir, sans aucune exception ni réserve.

RENSEIGNEMENTS SUR LA DATE D'ACHEVEMENT
des immeubles récemment construits (C.G.I. Ann. II, art. 258)

ORIGINE DE PROPRIETE

La SCI est propriétaire du bien ci-dessus désigné pour l'avoir acquis selon acte authentique en date du 31 mai 2010 reçu par Maître Antoine CARBONNAUX, Notaire Associé de la SCP « Christine ADRIANI-RICQ & Antoine CARBONNAUX » titulaire d'un office notarial à DAMMARTIN EN GOËLE 103 rue du Général de Gaulle, dont une copie authentique a été publiée au SPF de MEAUX le 22 juillet 2010 volume P 7748.

Pièce n° 2 : Acte de vente du 31 mai 2010
Pièce n°5 : Renseignements hypothécaires

ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION ET REGLEMENT DE COPROPRIETE

L'état descriptif de division et règlement de copropriété a été établi par Maître Antoine CARBONNAUX, Notaire Associé de la SCP « Christine ADRIANI-RICQ & Antoine CARBONNAUX » titulaire d'un office notarial à DAMMARTIN EN GOËLE 103 rue du Général de Gaulle, selon acte du 29 octobre 2010, dont une copie authentique a été publiée au SPF de MEAUX le 17 novembre 2010 volume 2010 P 12429.

Pièce n°3 : Etat descriptif de division – règlement de copropriété du 29/10/2010

OCCUPATION

Non connue

CLAUSES SPECIALES

A/ VENTE DANS UN IMMEUBLE EN COPROPRIETE

Dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, il est rappelé qu'en conformité avec le décret N° 67-223 du 17 Mars 1967, art. 6, l'adjudicataire est tenu de notifier au syndic dès que la sentence d'adjudication sera définitive, par lettre recommandée avec avis de réception (article 63 du Décret), la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénoms, domicile réel ou élu de l'acquéreur et le cas échéant, le mandataire commun, si cette adjudication est faite au profit de plusieurs personnes ayant constitué une société propriétaire.

Toutes les stipulations du règlement de copropriété et, le cas échéant, de ses avenants ou annexes, s'imposeront à l'adjudicataire, même en cas de divergence avec les stipulations du présent cahier des charges.

Indépendamment de la notification ci-dessus, l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 Juillet 1965 (modifié par la loi 94-624 du 21 Juillet 1994) devra être notifié au syndic de copropriété sous la responsabilité de l'Avocat poursuivant. Cette notification devra intervenir dès la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle est à signifier au domicile de l'Avocat ayant poursuivi la vente.

**Le Syndic de copropriété est la société JURIGEST 1
Boulevard de la République 77230 SAINT MARD.**

B/ RENSEIGNEMENTS D'URBANISME

DROIT DE PREEMPTION :

Droit de préemption urbain RENFORCE

NATURE DES DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN :

Le bien est soumis au PLU approuvé le 21/10/2002 (mod simp. N°2 12/11/12- Mod simp. N°3 12/11/14)

Le bien est situé en zone UA

Droit de préemption URBAIN RENFORCE.

Observations :

- Est situé dans une zone de sismicité : très faible (1)
- Est situé dans une zone à potentiel Radon : zone 1 (faible)
- A voté la taxe communale forfaitaire sur les cessions de terrains nus (art 1529 du CGI)
- Est concerné par une voie ou intersection à créer.

Pièce n°6 : Certificat d'urbanisme REYNARD

NATURE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Servitudes d'Utilité Publiques : périmètre de protection des monuments historiques classés et/ou inscrits – travaux soumis à autorisation des services de l'état chargés des monuments historiques.

SERVITUDES D'URBANISME PARTICULIERES

OBSERVATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Constitution de servitude non aedificandi

1°) Fonds dominant :

Propriétaire :

La Société dénommée Société civile Immobilière au capital de 1500 euros, dont le siège est à :
identifiée au SIREN sous le numéro et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON.

Commune et désignation cadastrale :

Parcelle sise à **DAMMARTIN EN GOELE (SEINE ET MARNE) (77230) 7, rue Saint Jean**, cadastrée :
- section AB n°283 lieudit "7, rue Saint Jean" pour une contenance de 6a 45ca

Ainsi que toutes les parcelles qui seraient créées lors de la division de cette dernière.

2°) Fonds servant :

Propriétaire :

La **COMMUNE DE DAMMARTIN EN GOELE**, située dans le Département de Seine et Marne, Arrondissement de MEAUX, identifiée au SIREN sous le numéro 217701531

Commune et désignation cadastrale :

Parcelle sise à **DAMMARTIN EN GOELE (SEINE ET MARNE) (77230) Place Saint Jean**, cadastrée :
- section AB n°328 lieudit "Place Saint Jean" pour une contenance de 20a 88ca

Ainsi que toutes les parcelles qui seraient créées lors de la division de cette dernière.

3°) Origines de propriété :

Fonds dominant :

Acquisition suivant acte reçu par Maître CARBONNAUX, Notaire à DAMMARTIN-EN-GOELE (SEINE-ET-MARNE) les 31 mai et 2 juin 2010 dont une copie authentique a été publiée au Bureau des Hypothèques de MEAUX (SEINE-ET-MARNE), le 22 juillet 2010 volume 2010P, numéro 7748.

Fonds servant :

Acquisition suivant acte reçu par Maître GOBERT, Notaire à DAMMARTIN-EN-GOELE (SEINE-ET-MARNE) le 18 janvier 1993 dont une copie authentique a été publiée au Bureau des Hypothèques de MEAUX (SEINE-ET-MARNE), le 4 février 1993 volume 1993P, numéro 1225.

SERVITUDES DE PASSAGE

"1°) Fonds dominant :

Propriétaire :

La Société dénommée _____, Société civile Immobilière au capital de 1500 euros, dont le siège est à _____, identifiée au SIREN sous le numéro _____ et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON.

Commune et désignation cadastrale :

Parcelle sise à **DAMMARTIN EN GOELE (SEINE ET MARNE) (77230) 7, rue Saint Jean**, cadastrée :
- section AB n°283 lieudit "7, rue Saint Jean" pour une contenance de 6a 45ca

Ainsi que toutes les parcelles qui seraient créées lors de la division de cette dernière.

2°) Fonds servant :

Propriétaire :

La Société dénommée _____, Société civile de construction vente au capital de 1.000,00 EUR, dont le siège était anciennement à DAMMARTIN-EN-GOELE (77230). 15, rue du Général de Gaulle, identifiée au SIREN sous le numéro _____ et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MEAUX, mais actuellement à TERNAY (69360), 25, avenue de la Zac de Chassagne, en cours de réimmatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON.

Commune et désignation cadastrale :

Parcelle sise à **DAMMARTIN EN GOELE (SEINE ET MARNE) (77230) 5, rue Saint Jean**, cadastrée :
- section AB n°21 lieudit "5, rue Saint Jean" pour une contenance de 8a 80ca

Ainsi que toutes les parcelles qui seraient créées lors de la division de cette dernière.

1°) Fonds dominant :

Propriétaire :

La Société dénommée _____, Société civile de construction
vente au capital de 1.000,00 EUR, dont le siège était anciennement à DAMMARTIN-
EN-GOELE (77230), 15, rue du Général de Gaulle, identifiée au SIREN sous le
numéro _____ et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de
MEAUX, mais actuellement à TERNAY (69360), 25, avenue de la Zac de Chassagne,
en cours de réimmatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON.

Commune et désignation cadastrale :

Parcelle sise à DAMMARTIN EN GOELE (SEINE ET MARNE) (77230) 5, rue
Saint Jean, cadastrée :

- section AB n°21 lieudit "5, rue Saint Jean" pour une contenance de 8a 80ca

Ainsi que toutes les parcelles qui seraient créées lors de la division de cette
dernière.

2°) Fonds servant :

Propriétaire :

La Société dénommée _____ Société civile Immobilière au
capital de 1500 euros, dont le siège est à _____
identifiée au SIREN sous le numéro _____ et immatriculée au
Registre du Commerce et des Sociétés de LYON.

Commune et désignation cadastrale :

Parcelle sise à DAMMARTIN EN GOELE (SEINE ET MARNE) (77230) 7, rue
Saint Jean, cadastrée :

- section AB n°283 lieudit "7, rue Saint Jean" pour une contenance de 6a 45ca

***Pièce n°3 : Etat descriptif de division – règlement de
copropriété du 29/10/2010***

**Il conviendra de se reporter à la lecture de l'acte pour prendre
connaissance des conditions de ces servitudes.**

C/ SUPERFICIE

1°) Copropriété : biens soumis à la loi Carrez :

Conformément aux termes de la loi 96-1107 du 18 Décembre
1996 et du décret 97-532 du 23 Mai 1997, et selon le certificat
de mesurage la superficie est de :

2°) Autres biens non soumis à la Loi Carrez :

(cf Diagnostics techniques dans annexes documentaires)

D/ DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE UNIQUE

Le dossier des diagnostics techniques et l'état des risques réglementés feront l'objet d'un dire.

E/ AUTRES CLAUSES

Toutes les indications qui précèdent ont été réunies par l'Avocat poursuivant et la SELARLU MARTIN représentée par Maître Pierre MARTIN, Mandataire Liquidateur de la société SCI à l'aide de renseignements qu'ils ont pu se procurer, de notes ou documents desquels ils ont été puisés.

En conséquence, ils ne pourront être recherchés à l'occasion d'erreurs, inexactitudes ou omissions, qui pourraient s'y trouver malgré tout le soin apporté.

Il appartiendra à l'adjudicataire comme subrogé aux droits du vendeur de se procurer lui-même tous titres établissant la propriété du lot immobilier mis en vente ainsi que de vérifier tous autres éléments.

DROITS DE PREEMPTION OU DROITS DE SUBSTITUTION

Selon la loi n° 98-657 du 29 Juillet 1998 :

Article 108 :

Le titre 1^{er} du livre 6 du Code de la Construction et de l'Habitation est complété par un chapitre 6 ainsi rédigé :

Dispositions applicables en matière de saisie-immobilière du logement principal.

Article L 616 :

En cas de vente sur saisie-immobilière d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble constituant la résidence principale d'une personne qui remplit les conditions de ressources pour l'attribution d'un logement à loyer modéré, il est institué au bénéfice de la commune un droit de préemption destiné à assurer le maintien dans les lieux du saisi.

Ce droit de préemption est exercé suivant les modalités prévues par le Code de l'Urbanisme en matière de droit de préemption urbain.

En cas de vente par adjudication, lorsque cette procédure est rendue obligatoire de par la loi ou le règlement, la commune peut déléguer ce droit dans les conditions définies à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme à un Office Public d'Habitation à Loyer Modéré ou Office Public d'Aménagement et de Construction.

CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente des biens immobiliers régis par les articles L311-1 à L334-1 et R311-1 à R334-3 du code des procédures civiles d'exécution.

Le présent cahier des ventes constitue un contrat judiciaire auquel sont tenus les candidats adjudicataires, l'ensemble des parties et leur conseil.

La vente aura lieu aux clauses et conditions suivantes :

L'audience d'adjudication aura lieu le :

Jeudi 5 Octobre 2023 à 13 heures 30
Salle A
NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE
67 rue Servient 69003 LYON.

Sur les mises à prix suivantes :

Pour le lot 1 de la vente : les lots 28 et 53 :

5 000.00 €
Cinq mille euros

Pour le lot 2 de la vente : les lots 31 et 56 :

5 000.00 €
Cinq mille euros

Pour le lot 3 de la vente : le lot 36

5 000.00 €
Cinq mille euros

Pour le lot 4 de la vente : le lot 37

5 000.00 €
Cinq mille euros

La mise à prix a été fixée par l'ordonnance du juge commissaire du 23 mars 2023 après audition des parties et du contrôleur, outre les clauses et conditions du présent cahier des conditions de la vente.

***Extrait du règlement intérieur national de la
profession d'avocat.***

Article 12 : déontologie et pratique de l'avocat en matière de vente judiciaire (modifié par DCN numéro 2008-002, âgé du conseil national du 12-12-2008 publiées au J.O. par décision du 24-04-09-J au 12 mai 2009)

Dispositions communes

12.1 L'avocat amené à rédiger un cahier des conditions de vente (saisie immobilière) ou un cahier des charges et conditions de vente (licitation) ou en matière de liquidation judiciaire, en vue de son dépôt au greffe, doit utiliser les clauses types ci-après annexées portant dispositions générales pour ces actes, sous réserve d'une modification qui serait nécessitée par une particularité tenant à la nature de l'affaire, le statut des parties, la situation des biens.

Enchères

12. 2 l'avocat doit s'assurer de l'identité de son client, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

L'avocat ne peut porter d'enchères pour des personnes qui sont en conflit d'intérêts.

L'avocat ne peut notamment porter enchères pour un même bien pour le compte de plusieurs mandants.

Lorsqu'un avocat s'est rendu adjudicataire pour le compte d'une personne, il ne peut accepter de former une surenchère au nom d'une autre personne sur cette adjudication, à défaut d'accord écrit de l'adjudicataire initial.

En cas d'adjudication d'un lot de copropriétés, il appartient l'avocat poursuivant de le notifier au syndic de copropriété.

Chapitre Ier – Dispositions générales

ARTICLE 1ER – CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles L. 642-18 et suivants et les articles R. 642-22 et suivants du code de commerce.

ARTICLE 2 – ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité

contre le poursuivant ou le débiteur pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre. En vertu des dispositions de l'article 1649 du Code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés. L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

ARTICLE 3 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux régulièrement conclus. L'acquéreur pourra faire annuler les conventions qui auraient été conclues en fraude des règles du droit des entreprises en difficulté. Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés au débiteur et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de celui-ci.

ARTICLE 4 – PREEMPTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi. Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 5 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente. La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance. L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée. En cas de sinistre avant le paiement

intégral du prix, l'indemnité sera remise au liquidateur à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts. En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 6 – SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

Chapitre II – Enchères

ARTICLE 7 – RECEPTION DES ENCHERES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le tribunal de judiciaire devant lequel la vente est poursuivie. Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état-civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

ARTICLE 8 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10% du montant de la mise à prix avec un minimum de 3000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restituée en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est remise au liquidateur pour être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 9 – SURENCHERE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le tribunal judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée. La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur.

A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 10 – REITERATION DES ENCHERES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du poursuivant ou du liquidateur s'il n'est pas poursuivant, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L.322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère à compter du jour où la vente est devenue définitive. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de cinq mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées. Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra au liquidateur. L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

Chapitre III – Vente

ARTICLE 11 – TRANSMISSION DE PROPRIETE

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption, ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 12 – VERSEMENT DU PRIX DE LA VENTE FORCEE

Au plus tard à l'expiration du délai de trois mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du liquidateur, qui en délivrera reçu.

L'acquéreur sera redevable d'un intérêt au taux légal à compter de l'adjudication définitive.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de trois mois fixé par l'article R. 643-3 du Code de commerce, supportera le coût de l'inscription du privilège du liquidateur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

ARTICLE 13 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES EMOLUMENTS

Conformément à l'article 1593 du Code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de la vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de poursuite, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis

proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 14 – DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire. Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire. L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 15 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES COACQUEREURS

Les coacquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

Chapitre IV – Dispositions postérieures à la vente

ARTICLE 16 – DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans les deux mois de sa date ou, en cas d'appel, dans les deux mois de l'arrêt confirmatif, de le publier au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente, et de notifier au poursuivant l'accomplissement de cette formalité, le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité.

Ces états sont obligatoirement communiqués au liquidateur.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du poursuivant pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 17 – ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère ; b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du premier jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du premier jour du terme qui suit la vente sur surenchère ; c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a) ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b) du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues, le tout, sans préjudice pour le liquidateur judiciaire et pour l'adjudicataire qui en tient les droits ès-qualités de solliciter la nullité du bail sur le fondement de l'article L. 632-1, 2°, 3° ou 4° du Code de commerce ci-dessous rappelés :

*« 2° Tout contrat commutatif dans lequel les obligations du débiteur excèdent notablement celles de l'autre partie ;
3° Tout paiement, quel qu'en ait été le mode, pour dettes non échues au jour du paiement ;
4° Tout paiement pour dettes échues, fait autrement qu'en espèces, effets de commerce, virements, bordereaux de cession visés par la loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises ou tout autre mode de paiement communément admis dans les relations d'affaires ».*

S'il se trouve dans les lieux, pour quelque cause que ce soit, un occupant sans droit ni titre, l'acquéreur fera son affaire personnelle de toutes les formalités à accomplir ou action à introduire pour obtenir son expulsion, sans recours quelconque contre les vendeurs ou le poursuivant.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du débiteur, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 18 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement d'adjudication.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement d'adjudication. En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du liquidateur et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 19 – TITRES DE PROPRIETE

Le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication. Le poursuivant n'ayant en sa possession aucun titre antérieur, l'acquéreur n'en pourra exiger aucun, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

ARTICLE 20 – PURGE DES INSCRIPTIONS

La consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège dans les conditions prévues par le Code de commerce en matière de liquidation judiciaire. L'acquéreur peut alors demander au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble. En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander la collocation au liquidateur, au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du Code civil. A défaut, le liquidateur judiciaire doit solliciter la radiation conformément à l'article R. 643-8 du Code de commerce.

ARTICLE 21 – ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué. L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente. Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

Chapitre V – Clauses spécifiques

ARTICLE 22 – IMMEUBLES EN COPROPRIETE

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994). Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant. L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 23 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004. Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

**Ainsi fait et dressé par Maître Florence CHARVOLIN
Avocat poursuivant**

A LYON

Le 30 juin 2023

ANNEXES PROCEDURALES

1. Ordonnance du Juge Commissaire du 23 mars 2023 et CNA
2. DRSU sur publication de l'ordonnance
3. PVD

ANNEXES DOCUMENTAIRES

Pièce n°1 : Jugement du TRIBUNAL JUDICIAIRE de LYON
du 10/08/2022
Pièce n°2 : acte de vente du 31 mai 2010
Pièce n° 3 : état descriptif de division et règlement de
copropriété du 29/10/2010
Pièce n°4 : Matrice cadastrale
Pièce n°5 : Renseignements hypothécaires
Pièce n°6 : Certificat d'urbanisme REYNARD